

L'ENJEU ÉTHIQUE

Les grandes questions que nous pose l'intelligence artificielle



L'IA pourrait être l'occasion d'un épanouissement de l'esprit humain. Mais emprunte-t-on ce chemin ?

L'IA nous propulse-t-elle dans une nouvelle ère civilisationnelle ?

Derrière les débats économiques, scientifiques et politiques qui entourent l'intelligence artificielle et des outils tel ChatGPT, se posent d'importantes questions éthiques. Parmi celles-ci, *La Libre* en a sélectionné quatre.

“L'avènement dans nos vies quotidiennes de tels outils, on le voyait venir, note d'emblée Mark Hunyadi, professeur de philosophie à l'UCLouvain. Nous avons néanmoins repoussé une limite. Pour Descartes, la marque de l'humanité était la production de sens. Or, nous avons désormais une machine qui – même si elle ne comprend pas ce qu'elle dit – produit du sens qui nous est utile.”

Les outils ne sont jamais neutres

“Rappelons que lorsque l'on fabrique une technologie, on façonne l'humanité qui va avec, poursuit-il. Aucun outil n'est neutre, et chacun d'eux nous transforme. D'autant plus lorsque ces technologies sont aussi invasives, et d'un usage aussi étendu que l'est l'intelligence artificielle.”

Impossible cependant d'affirmer ce que sera l'humain qui résultera de l'utilisation de l'IA. *“Je suis persuadé qu'elle pourrait être l'occasion d'un épanouissement sans précédent de l'esprit humain. Ce n'est malheureusement pas le chemin que nous prenons, car cet outil est mis au service de l'alliance (que nous ne remettons jamais en question) établie*

entre la technologie et la croissance économique. On utilise en effet l'intelligence artificielle à des fins strictement fonctionnelles pour effectuer des tâches plus rapidement, plus efficacement et plus rationnellement. Au niveau de l'organisation sociale, cela se traduit par plus de contrôle et plus de surveillance. L'IA, poussée par des logiques marchandes, sert pour l'instant une intensification des pouvoirs technocratiques sur nos vies qui ne permet pas l'épanouissement de l'esprit humain. Nous devrions donc nous interroger, collectivement, sur la manière avec laquelle nous voulons nous servir de ces outils. Ce n'est pas le cas. Chacun est un peu perdu et les sociétés qui produisent ces outils les commercialisent sans réflexion préalable.”

“Il y a d'ailleurs là un grand paradoxe, conclut Mark Hunyadi. Nous sommes bardés de droits individuels, mais une entreprise marchande peut, du jour au lendemain, sans prévenir personne, imposer un outil qui change radicalement notre quotidien et notre rapport au monde. On ne ferait jamais cela pour une molécule pharmaceutique. Celle-ci serait soumise à une batterie de tests et d'autorisations. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de l'esprit humain, le marché peut-il dicter seul sa loi? Nous devrions appliquer les précautions qui ont cours au niveau pharmaceutique à tous les outils d'intelligence artificielle.”

Bosco d'Otreppe

Les démocraties seront-elles contraintes de subir l'IA ?

Les démocraties pourront-elles envisager une éventuelle régulation des recherches ou de l'application de l'intelligence artificielle? Ou celle-ci, portée par des acteurs économiques majeurs, s'imposera-t-elle inévitablement dans la vie des concitoyens?

“L'avenir n'est pas écrit”, répond à ce propos Valérie Tilman. La professeure de philosophie de l'UNamur demeure toutefois sceptique. “L'UE a adopté une stratégie visant à prendre sa place dans la course à l'IA, vue comme un enjeu géopolitique de premier plan. Peut-on dire que cet objectif a été fixé de façon démocratique? Peut-on espérer que les modalités de développement de ce secteur seront fixées démocratiquement? Il faudrait pour cela que toutes les voix, y compris celles plus critiques par rapport à ces orientations, aient la possibilité de se faire entendre et parviennent à s'instituer en un contre-pouvoir politique. Or, face aux lobbys économiques, aux mots d'ordre politiques (rattrapage, efficacité, croissance, emploi, indépendance, etc.), et à certaines recherches sous influence (ne serait-ce qu'en raison de leurs modes de financement), la contre-expertise scientifique ou citoyenne, décrédibilisée, a du mal à se faire entendre. Peut-on espérer que les développements technologiques en matière d'IA favoriseront la démocra-

tie, les droits humains, l'environnement, la justice sociale? Sur ces questions, les débats ne devraient pas être confisqués par les acteurs économiques, les décideurs politiques et les experts scientifiques, même si leur éclairage est indispensable.”

Pour un débat au-delà des parlements

“Au regard des impacts environnementaux considérables du numérique, des conflits liés aux ressources limitées, des violations effroyables des droits humains dont le secteur se nourrit au Sud, et des préoccupations sociétales liées à son développement – et malgré les indéniables commodités et avantages promis par certaines techniques d'IA –, il est urgent d'interroger la pertinence du projet de société croissantiste et technosolutionniste dans lequel s'inscrivent ces orientations technologiques”, insiste Valérie Tilman. Et ces débats ne peuvent se mener uniquement au sein des parlements, soutient-elle. Ils doivent aussi se jouer “au cœur des organismes de formation, de recherche, de santé, des entreprises, des syndicats, dans la littérature, dans l'art ou dans la rue”. Enfin, ils ne seront valables que s'ils intègrent dans la réflexion l'apport “des approches low-tech et des technologies autonomes qui rencontrent les besoins essentiels”.

BdO